Pas de capitalisme sans productivisme… pas de communisme du 21e siècle sans rupture avec le productivisme

Contribution dans le cadre des débats sur la stratégie du NPA

Les débats du congrès sur la résolution « climat » ont montré des divergences sur la question du productivisme qui ne recoupent pas exactement les autres clivages du parti. Après plusieurs décennies de combats de l'écologie politique et de débats entre marxistes à ce sujet, il n'est pas sérieux de s'en tenir au vieux schéma identifiant progrès humain et développement de la production ; mais cela ne signifie en aucun cas le renoncement au projet révolutionnaire : il s'agit au contraire de défendre un projet de communisme du XXIe siècle en y intégrant centralement le refus écologiste du productivisme.

Depuis la révolution industrielle, les pollutions de toutes sortes s'accumulent (air, eau, sol, espace…). Certaines se sont réduites avec des innovations techniques, beaucoup d'autres sont apparues, certaines ont été simplement délocalisées. On en sait de plus en plus sur les équilibres écologiques, et les principaux indicateurs s'aggravent : disparition de 26 000 espèces vivantes par an, déforestation… Mais fondamentalement, le capitalisme engendre des gaspillages et des déséquilibres écologiques. L'accélération ininterrompue des rejets de gaz à effet de serre (GES) et du réchauffement-dérèglement climatique en est le témoin.

L'aiguillon du profit pousse les capitalistes à augmenter la productivité et la production. Malgré les destructions causées par les crises, le capitalisme est structurellement productiviste.

Le capitalisme a certes réduit la consommation d'énergie et les rejets de GES par point de PIB (techniques d'efficacité énergétique, recyclage partiel…). Mais le PIB mondial augmente tellement qu'il est impossible d'esquiver une réflexion sur la « croissance ».

Une part énorme de cette croissance est engendrée par l'inefficacité de la concurrence pour le profit. Celle-ci crée des productions superflues, génère plus de transports en éclatant les chaînes de production, favorise les transports flexibles et donc les camions, engendre une obsolescence des produits… La planification des moyens de production,

est donc un élément central de la réponse communiste révolutionnaire à la crise écologique, et elle ne pourra qu'intégrer des impératifs de décroissance dans un ensemble de secteurs. Il faudra aussi réduire la productivité lorsqu'elle n'est pas soutenable, par exemple dans l'agriculture (monocultures, pesticides…)

Nous avons bien sûr l'exemple de régimes qui ont connu une planification bureaucratique, et qui ont engendré des désastres écologiques qui n'ont rien à envier à ceux du capitalisme. Ces planifications n'étaient pas menées par les travailleur-se-s ni dans leur intérêt, et ces régimes ont aussi été productivistes (sous l'effet du bureaucratisme, de la course aux armements dans la guerre froide…). Il faut donc rappeler qu'il n'y aura pas « d'Etat ouvrier » sans contrôle effectif du peuple travailleur, sans autogestion à tous les niveaux. Ce succès réel de la révolution conditionne nos chances de contenir la crise écologique.

D'autres problèmes restent ouverts, en particulier l'utilisation qui sera faite de la production socialisée. Il y aura des combats d'idées à mener et des conservatismes. Le niveau de vie des couches supérieures de travailleur-se-s des pays riches devra certainement être revu pour coûter moins d'énergie et en renonçant aux produits jugés superflus à la majorité. Il y a contradiction partielle entre l'urgence d'une décroissance globale des rejets de GES et le besoin urgent de produire partout où le capitalisme laisse l'humanité dans la misère. Mais si le consumérisme est une aliénation causée par le capitalisme (au travail, par la pub…), les transformations pourraient être très rapides. Avec un pouvoir réel sur l'économie, les choix des travailleur-se-s reviendraient dans beaucoup de cas à « *produire telle quantité ou travailler moins et profiter d'un meilleur environnement ?* » Une société égalitaire parviendrait à décider collectivement de limiter certains secteurs (déplacements en avion et en voiture…) en parallèle de l'extension de services publics de qualité (dans les transports, l'énergie, le logement…), de mesures de relocalisation des productions et de rapprochement des lieux de travail et de vie. Il faudra aussi des formes transitoires de dé-marchandisation et d'incitations : tarification progressive avec gratuité des premiers KWh ou m^3 d'eau, légumes plus accessibles que la viande…

Conscience écologique et conscience de classe ne vont pas spontanément de pair. Certaines revendications immédiates peuvent toucher directement des travailleur-se-s (par exemple en tant que riverain-e-s d'usines polluantes), d'autres semblent les opposer aux écologistes, comme lorsque les travailleur-se-s de l'usine polluante se sentent menacé-e-s dans leur emploi.

D'où l'importance d'intervenir politiquement dans les luttes, et d'assumer de porter un projet politique global pour fédérer les radicalités dans une perspective révolutionnaire commune, communiste et anti-productiviste.

Julien Varlin, le 10 septembre 2015